

Certificat

Coopération et Droit de l'Environnement pour les Enseignants



Certificat

Coopération et Droit de l'Environnement pour les Enseignants

- » Modalité: en ligne
- » Durée: 12 semaines
- » Qualification: TECH Université Technologique
- » Intensité: 16h/semaine
- » Horaire: à votre rythme
- » Examens: en ligne

Accès au site: www.techtute.com/fr/education/cours/cooperation-droit-environnement-enseignants

Sommaire

01

Présentation

page 4

02

Objectifs

page 8

03

Direction de la formation

page 12

04

Structure et contenu

page 20

05

Méthodologie

page 30

06

Diplôme

page 38

01

Présentation

La coopération internationale doit se concentrer sur le respect du droit environnemental, afin que le développement de certaines régions ne nuise pas à l'environnement. Dans ce contexte, le travail éducatif est fondamental, car il est essentiel d'éduquer les citoyens, dès leur plus jeune âge, au respect de la nature. Ce programme vise à former des enseignants dans le domaine de la coopération et du droit de l'environnement afin qu'ils puissent évoluer professionnellement avec toutes les garanties de succès.





“

Connaître les principaux outils du droit de l'environnement nous permettra de nous battre au profit de la durabilité. Spécialisez-vous dans ce secteur et donnez un coup de pouce à votre profession"

Les organisations internationales d'aide et de coopération ont pris une importance croissante au cours des dernières décennies, en raison de l'augmentation des investissements et donc de la capacité à travailler dans les régions où les besoins sont les plus importants.

Le travail dans le domaine de la coopération internationale est un moyen d'aider les régions qui en ont le plus besoin. Ce travail peut être réalisé dans différents domaines: social, économique, éducatif... mais il est toujours conseillé de le faire d'un point de vue environnemental, en se concentrant sur le droit de l'environnement, en réalisant des progrès dans les régions en tirant parti des ressources naturelles existantes.

Dans ce cours universitaire, le professionnel de l'enseignement apprendra à connaître les organisations dédiées au travail de terrain dans la coopération internationale pour le développement: leur histoire, leur évolution, les principales caractéristiques de ce type d'organisation... Vous apprendrez ainsi comment ces organisations sont gérées, leurs méthodes de travail, leur législation et leurs engagements dans les domaines les plus importants, tels que le développement durable.

Ce Certificat rassemble les connaissances de base en matière de coopération internationale et de développement, des outils qui permettent au coopérant de chercher à améliorer l'exercice de ses fonctions dans les domaines que les personnes et les peuples demandent, en l'orientant vers le changement et en le centrant sur la situation présente grâce aux outils et aux ressources de la coopération.

De plus, comme il s'agit d'une formation 100% en ligne, l'enseignant pourra combiner l'étude de ce Certificat très complet avec le reste de ses obligations quotidiennes, en choisissant à tout moment où et quand étudier. Une spécialisation de haut niveau qui permettra à ces professionnels d'atteindre le plus haut niveau dans leur domaine d'action.

Ce **Certificat en Coopération et Droit de l'Environnement pour les Enseignants** contient le programme scientifique le plus complet et le plus récent du marché. Les principales caractéristiques de la spécialisation sont les suivantes:

- ♦ Le développement d'études de cas présentées par des experts de coopération internationale personnes
- ♦ Son contenu graphique, schématique et éminemment pratique fournit des informations scientifiques et pratiques sur les disciplines essentielles à la pratique professionnelle
- ♦ Actualités sur la coopération droit environnemental
- ♦ Des exercices pratiques où le processus d'auto-évaluation peut être réalisé pour améliorer l'apprentissage
- ♦ L'accent sur les méthodologies innovantes en coopération internationale.
- ♦ Des cours théoriques, des questions à l'expert, des forums de discussion sur des sujets controversés et un travail de réflexion individuel
- ♦ La possibilité d'accéder au contenu à partir de n'importe quel appareil fixe ou portable doté d'une connexion internet



Une spécialisation de haut niveau pédagogique et créée par les meilleurs experts du domaine, qui vous permettra d'atteindre la réussite professionnelle"

“

Ce Certificat est le meilleur investissement que vous puissiez faire dans le choix d'un programme de remise à niveau pour deux raisons: en plus d'actualiser vos connaissances en matière de coopération internationale au développement, vous obtiendrez un diplôme de la principale université en ligne: TECH”

Son corps enseignant comprend des professionnels du domaine de la coopération internationale, qui apportent leur expérience professionnelle à cette formation, ainsi que des spécialistes reconnus par des sociétés de premier plan et des universités prestigieuses.

Son contenu multimédia, développé avec les dernières technologies éducatives, permettra au professionnel un apprentissage situé et contextuel, c'est-à-dire un environnement simulé qui fournira un étude immersif programmé pour s'entraîner dans des situations réelles.

La conception de ce programme est axée sur l'Apprentissage Par les Problèmes, grâce auquel le professionnel devra essayer de résoudre les différentes situations de pratique professionnelle qui se présentent. Pour ce faire, le spécialiste sera assisté d'un système vidéo interactif innovant développé par des experts renommés et expérimentés en matière de coopération et de droit de l'environnement.

Augmentez votre confiance dans la prise de décision en actualisant vos connaissances grâce à ce Certificat.

Nous vous offrons le Certificat plus complet avec la meilleure méthodologie d'enseignement.



02 Objectifs

L'objectif principal poursuivi par le programme est le développement de l'apprentissage théorique-pratique, de sorte que l'enseignant parvienne à maîtriser de manière pratique et rigoureuse la coopération internationale.





“

Ce Certificat vous permettra d'actualiser vos connaissances en coopération internationale en utilisant les dernières technologies éducatives, afin de contribuer avec qualité et sécurité à la prise de décision”



Objectifs généraux

- ♦ Fournir aux étudiants une formation en coopération internationale, de nature spécialisée et basée sur des connaissances théoriques et instrumentales
- ♦ Acquérir et développer les compétences et les aptitudes nécessaires pour obtenir une qualification en tant que professionnel de la coopération au développement
- ♦ Améliorer les performances professionnelles et développer des stratégies d'adaptation et de résolution des problèmes du monde actuel par la recherche scientifique dans les processus de coopération et de développement
- ♦ Diffuser les fondements du système actuel et développer l'esprit critique et entrepreneurial nécessaire pour s'adapter aux changements politiques, dans le cadre du droit international





Objectifs spécifiques

- ♦ Comprendre, fournir ou collaborer à des activités humanitaires destinées aux victimes de conflits armés dans le cadre du droit International Humanitaire
- ♦ Comprendre les différents types de conflits armés et les distinguer des autres situations de violence armée; identifier et classer les victimes de ces conflits; connaître et comprendre le système de protection des victimes, et être capable d'appliquer ce système
- ♦ Connaître les limitations que le Droit Humanitaire impose aux combattants en matière de conduite des hostilités, de respect des zones, lieux et installations marqués d'un signe de protection, et l'exigence d'un code de conduite relatif aux victimes, au personnel sanitaire et religieux, et aux organisations humanitaires
- ♦ Identifier les situations et les personnes particulièrement vulnérables dans les conflits armés et connaître la protection qui leur est accordée par le Droit International Humanitaire
- ♦ Répondre aux crises et aux urgences humanitaires en évaluant l'urgence de la situation et en planifiant et développant des actions pour y faire face
- ♦ Stimuler la participation des personnes et des groupes avec lesquels les actions de coopération sont développées, en leur permettant d'identifier leurs problèmes et leurs besoins, de conduire leurs processus de changement, d'évaluer leur évolution et de décider de nouvelles lignes d'action
- ♦ Sensibiliser aux concepts de base liés à l'environnement
- ♦ Connaître l'interrelation entre tous les éléments de l'environnement et la façon dont ils s'influencent mutuellement
- ♦ Reconnaître les différents types de pollution et la façon dont ils affectent l'environnement
- ♦ Analyser la réglementation et la législation en vigueur en la matière
- ♦ CE18. Intégrer de manière transversale les notions de durabilité et de viabilité environnementale et écologique dans les projets et actions de coopération
- ♦ CE19. Comprendre le lien entre la migration et le développement des pays d'origine et de destination
- ♦ Ce20. Comprendre les processus migratoires de refuge et d'asile au niveau mondial et les différentes politiques et actions qui sont menées dans le domaine de la coopération au développement avec ces groupes
- ♦ Gérer les concepts et les définitions des ONG
- ♦ Découvrir la diversité des ONG et de leurs domaines d'action
- ♦ Internaliser la législation des ONG, des associations et des fondations nationales et internationales
- ♦ Apprendre les grandes lignes de la gestion des ONG
- ♦ CE21. Être capable de travailler dans des équipes multidisciplinaires et multiculturelles en tant qu'expert en coopération internationale au développement
- ♦ CE22. Être capable d'identifier, de comprendre et de savoir utiliser les sources et les outils de travail pour identifier les projets de coopération internationale au développement

03

Direction de la formation

Le programme comprend dans son corps enseignant des experts de premier plan en matière de coopération et de droit de l'environnement pour les enseignants, qui apportent à cette formation l'expérience de leur travail. Par ailleurs, d'autres experts au prestige reconnu participent à sa conception et à son élaboration, complétant ainsi le programme de manière interdisciplinaire.





“

Saisissez l'occasion et faites le pas pour vous tenir au courant des derniers développements en matière de droit de l'environnement et de coopération pour les enseignants"

Direction



Mme Rodríguez Arteaga, Carmen

- ♦ Licence en philosophie et sciences de l'éducation. UCM
- ♦ Experte en évaluation de l'éducation, OEI
- ♦ Expert en indicateurs et statistiques de l'éducation UNED
- ♦ Experte en coopération au développement dans le domaine de l'éducation, Université de Barcelone
- ♦ Spécialiste de la gestion des connaissances
- ♦ Fonctionnaire de carrière

Co-Direction



Mme Sánchez Garrido, Araceli

- ♦ Diplôme de géographie et d'histoire, avec une spécialisation en anthropologie et ethnologie de l'Amérique. Université Complutense de Madrid
- ♦ Cheffe adjoint de la coopération culturelle, département de la coopération et de la promotion culturelles, direction des relations culturelles et scientifiques. Depuis 2013
- ♦ Responsable de l'application du Guide de l'AECID pour l'intégration de la diversité culturelle et de son application aux projets de coopération au développement menés par l'Agence
- ♦ Membre de la faculté des conservateurs de musée du Museo de América à Madrid jusqu'en 2007 en tant que chef du département d'ethnologie, date à laquelle elle est passée au ministère des affaires étrangères, de l'Union européenne et de la coopération
- ♦ Chargé de cours pour le master en gestion culturelle de l'université Carlos III de Madrid et participant à de nombreux cours de formation en Amérique latine et en Espagne
- ♦ Chargé de cours d'été à l'Université Complutense de Madrid



M. Cano Corcuera, Carlos

- ♦ Licence en biologie, avec une spécialisation en zoologie
- ♦ Diplôme en écologie animale
- ♦ Spécialiste en planification et gestion des interventions de coopération au développement (UNED)
- ♦ Cours de spécialisation dans les domaines suivants: coopération internationale; identification, formulation et suivi des projets de coopération; aide humanitaire; égalité des chances; négociations internationales; planification dans une perspective de genre; gestion des résultats du développement; intégration du handicap dans les projets de coopération; coopération déléguée de l'Union européenne, etc
- ♦ Travaille dans différents domaines de la coopération internationale, principalement en Amérique latine. Depuis 1986

Co-Direction



Mme Flórez Gómez, Mercedes

- ♦ Diplôme de géographie et d'histoire de l'université Complutense de Madrid
- ♦ MSC en responsabilité sociale des entreprises. Université Pontificia de Salamanca
- ♦ MSC en information et documentation. Universidad Antonio de Nebrija, Espagne, et University College of Wales, Royaume-Uni
- ♦ Diplôme avancé en coopération Sud, Sur- FLACSO
- ♦ Spécialiste de l'inégalité, de la coopération et du développement Instituto Universitario de Desarrollo y Cooperación- IUDC- Universidad Complutense de Madrid
- ♦ Spécialiste de la planification et de la gestion des projets de coopération au développement dans le domaine de l'éducation, de la science et de la culture (OEI)
- ♦ Diplôme en action humanitaire - Institut d'études sur les conflits et l'action humanitaire - IECAH
- ♦ Directrice des centres de formation de la coopération espagnole en Uruguay. Depuis 2017
- ♦ Plus de 20 ans d'expérience dans des institutions publiques liées à la coopération au développement, tant pour l'Ibéro-Amérique que pour l'Amérique latine, consacrés au renforcement institutionnel pour la gestion des politiques publiques par la formation et la gestion des connaissances pour le développement



Mme Ramos Rollon, Marisa

- ♦ Professeur délivré Sciences de Politiques de Administration en l'Université Complutense de Madrid
- ♦ Conseillère en matière de coopération au développement auprès du vice-recteur des relations internationales et de la coopération de l'université Complutense de Madrid
- ♦ Chercheuse spécialisée dans les domaines des politiques et institutions publiques en Amérique latine et dans les questions de gouvernance démocratique et de politiques de développement, spécifiquement liées à la connexion entre les politiques publiques et l'Agenda 2030
- ♦ Chargée de cours dans le cadre de la licence en sciences politiques, où elle a enseigné ces dernières années des matières telles que la politique comparée, le système politique espagnol et les systèmes politiques latino-américains
- ♦ Chargée de cours dans le cadre du Master en politiques de transparence et de gouvernance et leadership politique, dans le cadre du Master en leadership politique, tous deux à l'UCM, et dans le cadre du Master en relations Amérique latine-UE à l'Université d'Alcalá
- ♦ Directeur du cours d'été de Complutense sur les politiques publiques et l'Agenda 2030

Professeurs

Mme Córdoba, Cristina

- ♦ Infirmière
- ♦ Formation et expérience en matière de projets de coopération internationale au développement
- ♦ Co-fondateur et participant du projet PalSpain
- ♦ Fondateur de l'association de jeunes APUMAK, Madrid, Espagne

Mme Romero Mateos, María del Pilar

- ♦ Éducatrice sociale
- ♦ Experte universitaire en coopération internationale pour le développement
- ♦ Professeurs





“

Un impressionnant corps enseignant, composé de spécialistes de différents domaines d'expertise, sera votre professeur pendant votre formation: une occasion unique à ne pas manquer”

04

Structure et contenu

La structure des contenus a été conçue par une équipe de professionnels issus des meilleures centres éducatifs et universités du pays, conscients de l'importance de la formation pour répondre aux besoins des patients. Ainsi, ils se sont engagés à dispenser un enseignement de haute qualité en utilisant les nouvelles technologies éducatives.





“

Un programme d'enseignement très complet, structuré en unités didactiques très développées, orienté vers un apprentissage efficace et, compatible avec votre vie personnelle et professionnelle”

Module 1. Droits de l'homme (DH) et droit international humanitaire (DIH)

- 1.1. Droits de l'Homme et droit international humanitaire
 - 1.1.1. Introduction
 - 1.1.2. Concept et définition des droits Humains
 - 1.1.3. Déclaration universelle des DDHH
 - 1.1.3.1. Qu'est-ce que la Déclaration Universelle des droits de l'Homme?
 - 1.1.4. Les auteurs de la Déclaration universelle des DDH
 - 1.1.5. Préambule de la Déclaration universelle des droits de l'Homme
 - 1.1.6. Articles de la Déclaration universelle des droits de l'Homme
 - 1.1.6.1. Il se compose de 30 articles
 - 1.1.7. Articles de 1 à 8
 - 1.1.8. Articles de 9 à 17
 - 1.1.9. Articles de 18 à 25
 - 1.1.10. Articles de 25 à 30
- 1.2. Droit international humanitaire (DIH)
 - 2.15.1. Introduction
 - 2.15.2. Qu'est-ce que le DIH?
 - 1.2.2.1. Définition et concept
 - 1.2.3. D'où vient le DIH?
 - 1.2.4. Le DIH et les Conventions de Genève
 - 1.2.4.1. Conventions de Genève de 1949
 - 1.2.5. Mise en œuvre du DIH
 - 1.2.6. Champ d'application du DIH
 - 1.2.7. Protection
 - 1.2.7.1. Que ou qui protège le DIH?
 - 1.2.8. Interdictions du DIH
 - 1.2.9. Efficacité du DIH
 - 1.2.10. Mise en œuvre du DIH





- 1.3. L'ONU et les droits de l'Homme
 - 1.3.1. L'ONU
 - 1.3.2. Comment l'ONU promeut-elle les droits de l'homme?
 - 1.3.2.1. Introduction
 - 1.3.3. Haut Commissaire aux droits de l'Homme
 - 1.3.4. Conseil des droits de l'homme
 - 1.3.5. Organes de traités des droits de l'homme
 - 1.3.6. Procédures spéciales de l'ONU
 - 1.3.7. UNGD- HRM
 - 1.3.7.1. Le mécanisme d'intégration des droits de l'homme du Groupe des Nations Unies pour le développement
 - 1.3.8. Conseillers spéciaux sur la prévention du génocide et la responsabilité de protéger
 - 1.3.9. Conclusions
- 1.4. Instruments de protection des droits de l'homme de l'ONU
 - 1.4.1. Introduction
 - 1.4.2. La Charte des droits de l'Homme
 - 1.4.3. Démocratie
 - 1.4.4. Autres organes des Nations unies pour la protection des droits de l'homme
 - 1.4.4.1. Brève description
 - 1.4.5. Conseil de sécurité
 - 1.4.6. Troisième Commission de l'Assemblée générale
 - 1.4.7. Corps divers:
 - 1.4.7.1. Assemblée générale
 - 1.4.7.2. Conseil économique et social
 - 1.4.8. Secrétaire général
 - 1.4.8.1. Les Droits d'abord
 - 1.4.9. Opérations de paix des Nations unies
 - 1.4.10. Commission de la condition juridique et sociale de la femme
- 1.5. Le droit international des droits de l'Homme
 - 1.5.1. Introduction
 - 1.5.2. Définition et concept
 - 1.5.3. Caractéristiques du droit international des droits de l'Homme

- 1.5.4. Développement du droit international des droits de l'Homme
 - 1.5.4.1. Étapes
- 1.5.5. Instruments universels et régionaux
- 1.5.6. Autres traités spécialisés
 - 1.5.5.1. Conventions
- 1.5.7. Engagements des Etats membres envers le BIDDH
- 1.5.8. Attaques contre l'humanité
- 1.5.9. Exemples
- 1.5.10. Conclusions
- 1.6. Organisations non-gouvernementales et droits de l'Homme
 - 1.6.1. Introduction
 - 1.6.2. L'ONG et les droits de l'Homme
 - 1.6.2.1. Objectifs
 - 1.6.3. Aspects positifs des ONG et des droits de l'Homme
 - 1.6.4. Catégories d'ONG et de droits de l'Homme
 - 1.6.4.1. Selon les objectifs généraux
 - 1.6.5. ONG de protection des droits de l'Homme
 - 1.6.6. ONG d'éducation et de promotion des droits de l'Homme
 - 1.6.7. Les ONG en fonction du contexte géographique
 - 1.6.7.1. National
 - 1.6.7.2. Groupes communautaires
 - 1.6.7.3. Régionale
 - 1.6.7.4. International
 - 1.6.8. Les ONG en fonction de leur mandat particulier
 - 1.6.8.1. Justification
 - 1.6.8.2. Droits civils et politiques
 - 1.6.8.3. Droits économiques, sociaux et culturels
 - 1.6.8.4. Droit au développement. Droit à l'autodétermination des peuples
 - 1.6.8.5. Droits des femmes
 - 1.6.8.6. Droits des enfants
 - 1.6.9. Selon la nature des membres de la communauté
 - 1.6.9.1. Groupements familiaux, caractère religieux, etc.
 - 1.6.10. Lignes générales de financement pour les ONG
- 1.7. Les violations des droits de l'Homme dans le monde
 - 1.7.1. Introduction
 - 1.7.2. Les intérêts économiques et leur relation avec les violations des droits de l'Homme
 - 1.7.1.1. Relations géopolitiques et violations des droits de l'Homme
 - 1.7.3. Les États en tant qu'acteurs violant les droits de l'Homme
 - 1.7.4. Groupes armés illégaux
 - 1.7.5. Les victimes
 - 1.7.6. Les accords de paix dans le monde et leur rôle dans la réconciliation après un conflit armé et politique
 - 1.7.5.1. Exemple, Colombie
 - 1.7.5.2. Accord de paix entre le gouvernement de la Colombie et les FARC-EP
 - 1.7.7. Système de justice, de réparation et de non-répétition
 - 1.7.8. Mémoire collective
 - 1.7.9. La responsabilité de l'État de ne pas oublier
 - 1.7.10. Conclusions
- 1.8. Environnement et droits de l'Homme
 - 1.8.1. Introduction
 - 1.8.2. Droits de la Pacha Mama à Abya Ayala
 - 1.8.2.1. Qu'est-ce que Pachamama?
 - 1.8.3. Prémisse fondamentale des droits de la Pachamama
 - 1.8.4. Les droits de la nature
 - 1.8.4.1. La nature a-t-elle des droits?

- 1.8.5. Origine des droits de la nature
- 1.8.6. Cour permanente des droits de la nature
 - 1.8.6.1. Objectifs et compétence du tribunal
- 1.8.7. Fonctions du tribunal
- 1.8.8. Cas ouverts de la loi de la nature
 - 1.8.8.1. Exemples
- 1.8.9. Souveraineté alimentaire
- 1.8.10. Sécurité alimentaire
- 1.9. Mobilité humaine et migration
 - 1.9.1. Introduction
 - 1.9.2. Migration
 - 1.9.2.1. Concept et définition
 - 1.9.3. Causes
 - 1.9.4. Conséquences
 - 1.9.5. Mobilité humaine et droit à la libre circulation
 - 1.9.6. Néropolitique
 - 1.9.6.1. Définition et concept
 - 1.9.7. Objectifs de la Néropolitique
 - 1.9.8. Migration et développement
 - 1.9.9. La mobilité humaine, un défi pour la gouvernance mondiale du développement
 - 1.9.10. Conclusion Module 2. Droits environnementaux

Module 2. Droits environnementaux

- 2.1. Droit de l'environnement
 - 2.1.1. Introduction
 - 2.1.2. Ce que c'est
 - 2.1.3. Qu'est-ce que le droit de l'environnement?
 - 2.1.4. Caractéristiques du droit de l'environnement
 - 2.1.5. Nature juridique
 - 2.1.6. Antécédents
 - 2.1.7. Histoire
 - 2.1.8. Objectif du droit de l'environnement
 - 2.1.8.1. Sources

- 2.1.9. Principes
- 2.1.10. Objectifs
- 2.2. Droits environnementaux
 - 2.2.1. Ce que nous entendons par environnement
 - 2.2.2. Quels sont nos droits en matière d'environnement
 - 2.2.2.1. Ce qu'ils sont
 - 2.2.3. Le droit à un environnement sain
 - 2.2.4. Droit d'accès à l'information
 - 2.2.5. Droit à la participation à la gestion de l'environnement
 - 2.2.6. Droit d'accès à la justice environnementale
 - 2.2.7. Principes généraux du droit de l'environnement
 - 2.2.8. Conférences et accords internationaux
 - 2.2.8.1. Stockholm 1972
 - 2.2.8.2. Rio de Janeiro 1992
 - 2.2.9. Règles protégeant les droits environnementaux
 - 2.2.10. Conclusion
- 2.3. Devoirs droit de l'environnement
 - 2.3.1. Introduction
 - 2.3.2. Quels sont les devoirs environnementaux
 - 2.3.2.1. Définition et concept
 - 2.3.3. Qu'est-ce que les droits environnementaux
 - 2.3.4. Devoir de conservation de l'environnement
 - 2.3.5. Obligation de respecter les réglementations environnementales
 - 2.3.6. Obligation de surveillance publique
 - 2.3.7. Devoir d'information
 - 2.3.8. Droit pour les dommages environnementaux
 - 2.3.9. Conclusions
- 2.4. Participation des citoyens à la protection de l'environnement
 - 2.4.1. Introduction
 - 2.4.2. Suivi environnemental participatif
 - 2.4.3. Introduction

- 2.4.4. Concept de suivi
- 2.4.5. Qu'est-ce que la surveillance environnementale participative
- 2.4.6. A quoi sert-il?
- 2.4.7. Qui peut participer
- 2.4.8. Plan de suivi environnemental participatif
- 2.4.9. Zone d'influence d'un projet ou d'une activité
- 2.4.10. Étape de suivi environnemental participatif
- 2.4.11. Phases
- 2.5. Programme des Nations unies pour l'environnement. Programme des Nations Unies pour l'environnement
 - 2.5.1. Introduction
 - 2.5.2. Définition et concept
 - 2.5.3. Objectifs du PNUE
 - 2.5.3.1. Objectif général
 - 2.5.4. Histoire et évolution
 - 2.5.4.1. Où et quand le PNUE est né
 - 2.5.5. La mission du PNUE
 - 2.5.6. Activités
 - 2.5.7. Localisation du PNUE
 - 2.5.7.1. Nationales et internationales
 - 2.5.8. Quatrième programme de Montevideo pour le développement et l'examen périodique du droit de l'environnement
 - 2.5.8.1. Concept, objectifs et but
 - 2.5.9. Conclusion
- 2.6. Changement environnemental mondial et changement climatique
 - 2.6.1. Introduction
 - 2.6.2. Environnement mondial
 - 2.6.2.1. Concept
 - 2.6.3. Changement climatique
 - 2.6.3.1. Concept
 - 2.6.4. Évolution de la théorie du changement climatique
 - 2.6.5. Changement environnemental mondial
 - 2.6.5.1. Passé et présent
 - 2.6.6. Caractéristiques des changements environnementaux mondiaux
 - 2.6.6.1. Changement du niveau de la mer
 - 2.6.7. Conséquences des changements environnementaux mondiaux
 - 2.6.8. Dangers, risques et vulnérabilité future
 - 2.6.9. Changement climatique et impact sur l'agriculture
 - 2.6.10. Stratégies d'adaptation et dilemmes
 - 2.6.10.1. Migration
- 2.7. Les droits environnementaux dans le monde
 - 2.7.1. Introduction
 - 2.7.2. Pays luttant pour les droits environnementaux
 - 2.7.3. Équateur
 - 2.7.4. Espagne
 - 2.7.5. Mexique
 - 2.7.6. Pérou
 - 2.7.7. Développement durable
 - 2.7.7.1. Concept
 - 2.7.8. Histoire et évolution
 - 2.7.9. Perspectives du développement durable (DD) (DD)
 - 2.7.10. Loi générale sur le développement durable des forêts
 - 2.7.10.1. Description
 - 2.7.10.2. Objectif

Module 3. NGODS et la solidarité locale, régionale et internationale

- 3.1. Les ONG
 - 3.1.1. Introduction
 - 3.1.2. Signification de l'acronyme ONG
 - 3.1.3. Qu'est-ce qu'une ONG
 - 3.1.3.1. Définition et concept
 - 3.1.4. Conditions des ONG
 - 3.1.5. Histoire et évolution de Les ONG
 - 3.1.5.1. Quand et comment elle naissent
 - 3.1.6. Fonctions des ONG
 - 3.1.7. Financement des ONG
 - 3.1.7.1. Fonds publics
 - 3.1.7.2. Fonds privés
 - 3.1.8. Types d'ONG
 - 3.1.9. Fonctionnement d'une ONG
 - 3.1.10. Le travail des ONG
- 3.2. Types d'ONG
 - 3.2.1. Introduction
 - 3.2.2. Classification des ONG dans le monde
 - 3.2.2.1. Types de classification
 - 3.2.3. Types d'ONG en fonction de leur orientation
 - 3.2.3.1. Combien de types d'orientation existe-t-il?
 - 3.2.4. ONG caritatives
 - 3.2.5. Service ONG
 - 3.2.6. ONG participatives
 - 3.2.7. ONG de plaidoyer
 - 3.2.8. Types d'ONG en fonction de leur domaine d'action
 - 3.2.8.1. Zones
 - 3.2.9. ONG à base communautaire
 - 3.2.10. ONG de citoyens
 - 3.2.11. ONG Nationales
 - 3.2.12. Les ONG internationales
- 3.3. Les ONG Développement et solidarité
 - 3.3.1. Introduction
 - 3.3.2. Les changements dans la coopération internationale au développement et sa relation avec les ONG
 - 3.3.2.1. Lignes principales
 - 3.3.3. Le "tiers monde" et les ONG
 - 3.3.4. L'ère humanitaire. De l'intervention au village global
 - 3.3.4.1. Médecins sans frontières, Médecins du monde, etc.
 - 3.3.5. Mouvements contre le tiers-monde
 - 3.3.6. Les ONG et la science
 - 3.3.6.1. Recherche scientifique
 - 3.3.7. La main-d'œuvre des ONG
 - 3.3.8. Les partis pris idéologiques des ONG
 - 3.3.9. Conclusion
- 3.4. Législation des ONG
 - 3.4.1. Quel type de législation est applicable aux ONG
 - 3.4.1.1. Introduction
 - 3.4.2. Lois spécifiques
 - 3.4.3. Lois génériques
 - 3.4.4. La législation de l'État
 - 3.4.4.1. Types de lois et de décrets
 - 3.4.5. Règlements des communautés autonomes
 - 3.4.5.1. Introduction
 - 3.4.6. Législation des communautés autonomes en Andalousie
 - 3.4.7. Législation des communautés autonomes aux Canaries
 - 3.4.8. Législation des communautés autonomes en Catalogne
 - 3.4.9. Législation des communautés autonomes au Pays Basques
 - 3.4.10. Obligations des associations

- 3.5. Types d'associations existantes
 - 3.5.1. Introduction
 - 3.5.2. Différences entre associations, syndicats, fédérations ou coordinateurs et conférences
 - 3.5.3. Associations de jeunes
 - 3.5.3.1. Définition et concept
 - 3.5.4. Législation sur les associations de jeunes
 - 3.5.5. Principales caractéristiques des associations de jeunes
 - 3.5.6. Coordinateurs
 - 3.5.6.1. Définition et concept
 - 3.5.6.2. Objectifs
 - 3.5.7. Caractéristiques des coordinateurs
 - 3.5.8. Fédérations
 - 3.5.8.1. Définition et concept
 - 3.5.9. Caractéristiques et objectifs des fédérations
 - 3.5.10. Types de Fédérations
- 3.6. Agence espagnole de coopération internationale pour le développement et autres agences régionales de coopérations
 - 3.6.1. Introduction
 - 3.6.2. L'AECID
 - 3.6.2.1. Signification de l'acronyme
 - 3.6.3. Définition et concept
 - 3.6.4. Objectifs
 - 3.6.5. Mission
 - 3.6.5.1. Vision de l'agence
 - 3.6.6. Structure
 - 3.6.7. Bureaux techniques de l'AECID
 - 3.6.8. Modalités et instruments de coopération
 - 3.6.9. Fonds pour la promotion du développement
 - 3.6.10. Conclusion
- 3.7. Secteurs de coopération de l'AECID
 - 3.7.1. Introduction
 - 3.7.2. Eau potable et assainissement
 - 3.7.2.1. Comment ils fonctionnent
 - 3.7.3. La croissance économique
 - 3.7.3.1. Comment ils fonctionnent
 - 3.7.4. Culture et science
 - 3.7.4.1. comment ils fonctionnent
 - 3.7.5. Genre
 - 3.7.5.1. Comment ils fonctionnent
 - 3.7.6. Éducation
 - 3.7.6.1. Comment ils fonctionnent
 - 3.7.7. Développement rural, sécurité alimentaire et nutrition
 - 3.7.7.1. Comment ils fonctionnent
 - 3.7.8. La gouvernance démocratique
 - 3.7.8.1. Comment ils fonctionnent
 - 3.7.9. Changement environnemental et changement climatique
 - 3.7.9.1. Comment ils fonctionnent
 - 3.7.10. Santé
 - 3.7.10.1. Comment ils fonctionnent
- 3.8. Pays où l'AECID coopère
 - 3.8.1. Introduction
 - 3.8.2. Priorités géographiques
 - 3.8.2.1. Ce qu'ils sont
 - 3.8.3. Pays et territoires partenaires
 - 3.8.3.1. Présent et futur
 - 3.8.4. Amérique latine
 - 3.8.4.1. Douze projets
 - 3.8.5. Les Caraïbes
 - 3.8.6. L'Afrique du Nord et le Moyen-Orient
 - 3.8.6.1. Quatre projets

- 3.8.7. Afrique subsaharienne de l'Ouest
 - 3.8.7.1. Trois projets
- 3.8.8. Afrique centrale, orientale et australe
 - 3.8.8.1. Trois projets
- 3.8.9. Asie
 - 3.8.9.1. Un projet
- 3.9. Stratégie et gestion des ONG
 - 3.9.1. Introduction
 - 3.9.2. Gérer une ONG
 - 3.9.3. Planification stratégique de l'ONG
 - 3.9.3.1. Ce que c'est
 - 3.9.3.2. Comment cela se fait-il?
 - 3.9.4. Gérer la qualité de l'ONG
 - 3.9.4.1. Qualité et engagement
 - 3.9.5. Parties prenantes
 - 3.9.5.1. Relations avec les parties prenantes
 - 3.9.6. Responsabilité Sociale des ONG
 - 3.9.7. Risque éthique des tiers
 - 3.9.8. Relation entre les ONG et le secteur privé
 - 3.9.9. Transparence et responsabilité
 - 3.9.10. Conclusion
- 3.10. ONG nationales et internationales
 - 3.10.1. ONG Nationales
 - 3.10.1.1. Projets principaux
 - 3.10.2. Les ONG internationales
 - 3.10.2.1. Projets principaux
 - 3.10.3. HCR
 - 3.10.3.1. Histoire
 - 3.10.3.2. Objectifs
 - 3.10.3.3. Principaux domaines de travail
 - 3.10.4. Mercy Corps
 - 3.10.4.1. Qui sont-ils?
 - 3.10.4.2. Objectifs
 - 3.10.4.3. Domaines de travail
 - 3.10.5. Plan International
 - 3.10.5.1. Qui sont-ils?
 - 3.10.5.2. Objectifs
 - 3.10.5.3. Principaux domaines de travail
 - 3.10.6. Médecins sans frontières
 - 3.10.6.1. Qui sont-ils?
 - 3.10.6.2. Objectifs
 - 3.10.6.3. Domaines de travail
 - 3.10.7. Ceres
 - 3.10.7.1. Qui sont-ils?
 - 3.10.7.2. Objectifs
 - 3.10.7.3. Principaux domaines de travail
 - 3.10.8. Oxfam Intermón
 - 3.10.9. UNICEF
 - 3.10.10. Save the children



Une expérience unique, clé et décisive pour stimuler votre développement professionnel"

05

Méthodologie

Ce programme de formation offre une manière différente d'apprendre. Notre méthodologie est développée à travers un mode d'apprentissage cyclique: ***el Relearning***.

Ce système d'enseignement s'utilise, notamment, dans les Écoles de Médecine les plus prestigieuses du monde. De plus, il a été considéré comme l'une des méthodologies les plus efficaces par des magazines scientifiques de renom comme par exemple le ***New England Journal of Medicine***.





“

Découvrez Relearning, un système qui abandonne l'apprentissage linéaire conventionnel pour vous emmener à travers des systèmes d'enseignement cycliques: une façon d'apprendre qui s'est avérée extrêmement efficace, en particulier dans les matières qui nécessitent une mémorisation"

À TECH, School nous utilisons la Méthode des cas

Dans une situation donnée, que feriez-vous? Tout au long du programme, les étudiants seront confrontés à de multiples cas simulés, basés sur des situations réelles, dans lesquels ils devront enquêter, établir des hypothèses et, enfin, résoudre la situation. Il existe de nombreuses preuves scientifiques de l'efficacité de cette méthode.

Avec TECH, le professeur, l'enseignant ou le conférencier fait l'expérience d'une méthode d'apprentissage qui ébranle les fondements des universités traditionnelles du monde entier.



C'est une technique qui développe l'esprit critique et prépare l'éducateur à prendre des décisions, à défendre des arguments et à confronter des opinions.

“

Saviez-vous que cette méthode a été développée en 1912, à Harvard, pour les étudiants en Droit? La méthode des cas consiste à présenter aux apprenants des situations réelles complexes pour qu'ils s'entraînent à prendre des décisions et pour qu'ils soient capables de justifier la manière de les résoudre. En 1924, elle a été établie comme une méthode d'enseignement standard à Harvard”

L'efficacité de la méthode est justifiée par quatre réalisations clés:

1. Les professeurs qui suivent cette méthode parviennent non seulement à assimiler les concepts, mais aussi à développer leur capacité mentale, grâce à des exercices d'évaluation de situations réelles et à l'application des connaissances.
2. L'apprentissage est solidement traduit en compétences pratiques qui permettent à l'éducateur de mieux intégrer ses connaissances dans sa pratique quotidienne.
3. L'assimilation des idées et des concepts est rendue plus facile et plus efficace, grâce à l'utilisation de situations issues de l'enseignement réel.
4. Le sentiment d'efficacité de l'effort investi devient un stimulus très important pour les étudiants, qui se traduit par un plus grand intérêt pour l'apprentissage et une augmentation du temps passé à travailler sur le cours.



Relearning Methodology

TECH renforce l'utilisation de la méthode des cas avec la meilleure méthodologie d'enseignement 100% en ligne du moment: Relearning.

Cette université est la première au monde à combiner des études de cas avec un système d'apprentissage 100% en ligne basé sur la répétition, combinant un minimum de 8 éléments différents dans chaque leçon, ce qui constitue une véritable révolution par rapport à la simple étude et analyse de cas.



L'éducateur apprendra à travers des cas réels et la résolution de situations complexes dans des environnements d'apprentissage simulés. Ces simulations sont développées à l'aide de logiciels de pointe pour faciliter l'apprentissage immersif.

Selon les indicateurs de qualité de la meilleure université en ligne du monde hispanophone (Columbia University). La méthode Relearning, à la pointe de la pédagogie mondiale, a réussi à améliorer le niveau de satisfaction globale des professionnels finalisant leurs études.

Grâce à cette méthodologie, nous avons formé plus de 85.000 éducateurs avec un succès sans précédent et ce dans toutes les spécialisations. Notre méthodologie d'enseignement est développée dans un environnement très exigeant, avec un corps étudiant universitaire au profil socio-économique élevé et dont l'âge moyen est de 43,5 ans.

Le Relearning vous permettra d'apprendre plus facilement et de manière plus productive tout en développant un esprit critique, en défendant des arguments et en contrastant des opinions: une équation directe vers le succès.

Dans notre programme, l'apprentissage n'est pas un processus linéaire mais il se déroule en spirale (nous apprenons, désapprenons, oublions et réapprenons). Par conséquent, ils combinent chacun de ces éléments de manière concentrique.

Selon les normes internationales les plus élevées, la note globale de notre système d'apprentissage est de 8,01.



Ce programme offre le meilleur matériel pédagogique, soigneusement préparé pour les professionnels:



Support d'étude

Tous les contenus didactiques sont créés par les spécialistes qui enseignent les cours. Ils ont été conçus en exclusivité pour la formation afin que le développement didactique soit vraiment spécifique et concret.

Ces contenus sont ensuite appliqués au format audiovisuel, pour créer la méthode de travail TECH online. Tout cela, élaboré avec les dernières techniques afin d'offrir des éléments de haute qualité dans chacun des supports qui sont mis à la disposition de l'apprenant.



Techniques et procédures éducateurs en vidéo

TECH met les techniques les plus innovantes, avec les dernières avancées pédagogiques, au premier plan de l'actualité de l'Éducation. Tout cela, à la première personne, expliqué et détaillé rigoureusement pour atteindre une compréhension complète. Et surtout, vous pouvez les regarder autant de fois que vous le souhaitez.



Résumés interactifs

Nous présentons les contenus de manière attrayante et dynamique dans des dossiers multimédias comprenant des fichiers audios, des vidéos, des images, des diagrammes et des cartes conceptuelles afin de consolider les connaissances.

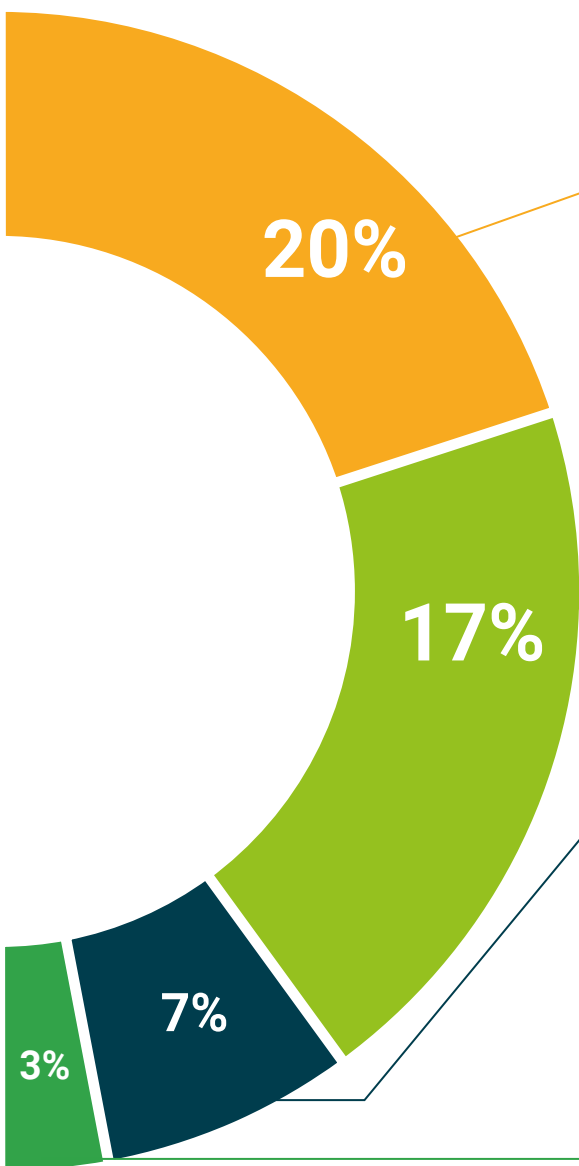
Ce système éducatif unique pour la présentation de contenu multimédia a été récompensé par Microsoft en tant que "European Success Story".



Bibliographie complémentaire

Articles récents, documents de consensus et directives internationales, entre autres. Dans la bibliothèque virtuelle de TECH, l'étudiant aura accès à tout ce dont il a besoin pour compléter sa formation.





Analyses de cas menées et développées par des experts

Un apprentissage efficace doit nécessairement être contextuel. Pour cette raison, TECH présente le développement de cas réels dans lesquels l'expert guidera l'étudiant à travers le développement de la prise en charge et la résolution de différentes situations: une manière claire et directe d'atteindre le plus haut degré de compréhension.



Testing & Retesting

Les connaissances de l'étudiant sont périodiquement évaluées et réévaluées tout au long du programme, par le biais d'activités et d'exercices d'évaluation et d'auto-évaluation, afin que l'étudiant puisse vérifier comment il atteint ses objectifs.



Cours magistraux

Il existe des preuves scientifiques de l'utilité de l'observation par un tiers expert. La méthode "Learning from an Expert" renforce les connaissances et la mémoire, et donne confiance dans les futures décisions difficiles.



Guides d'action rapide

À TECH nous vous proposons les contenus les plus pertinents du cours sous forme de feuilles de travail ou de guides d'action rapide. Un moyen synthétique, pratique et efficace pour vous permettre de progresser dans votre apprentissage.



06

Diplôme

Le Certificat en Coopération et Droit de l'Environnement pour les Enseignants vous garantit, en plus de la formation la plus rigoureuse et la plus actuelle, l'accès à un diplôme universitaire de Certificat délivré par TECH Université Technologique.



“

*Finalisez cette formation avec succès
et recevez votre Certificat sans avoir à
vous soucier des déplacements ou des
démarches administratives”*

Ce **Certificat en Coopération et Droit de l'Environnement pour les Enseignants** contient le programme le plus complet et le plus à jour du marché.

Après avoir réussi l'évaluation, l'étudiant recevra par courrier postal* avec accusé de réception son correspondant diplôme de **Certificat** délivré par **TECH Université Technologique**.

Le diplôme délivré par **TECH Université Technologique** indiquera la note obtenue lors du Certificat, et répond aux exigences communément demandées par les bourses d'emploi, les concours et les commissions d'évaluation des carrières professionnelles.

Diplôme: **Certificat en Coopération et Droit de l'Environnement pour les Enseignants**

N.º d'heures officielles: **450 h.**



*Si l'étudiant souhaite que son diplôme version papier possède l'Apostille de La Haye, TECH EDUCATION fera les démarches nécessaires pour son obtention moyennant un coût supplémentaire.

future

santé confiance personnes

éducation information tuteurs

garantie accréditation enseignement

institutions technologie apprentissage

communauté engagement

tech université
technologique

Certificat

Coopération et Droit
de l'Environnement
pour les Enseignants

- » Modalité: en ligne
- » Durée: 12 semaines
- » Qualification: TECH Université Technologique
- » Intensité: 16h/semaine
- » Horaire: à votre rythme
- » Examens: en ligne

Certificat

Coopération et Droit de l'Environnement pour les Enseignants

